

NAF

BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 28 OCT.
AU 10 NOV. 1976

6^e ANNÉE

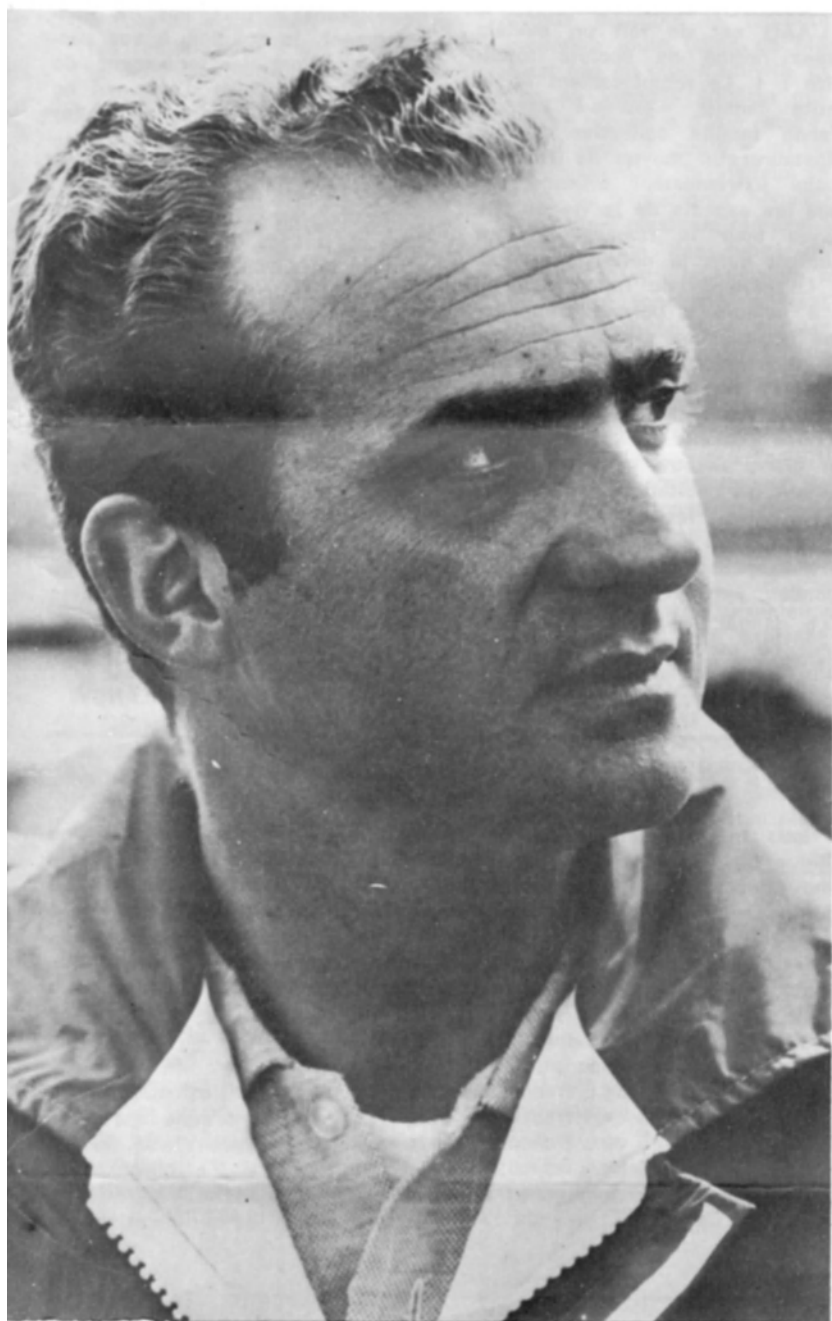
DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

N° 234 3,50 F

*pierre chaunu
page 9*

espagne :



la liberté

repères

L'Etat moderne, sous sa forme démo-libérale ou marxiste, semble décidément frappé, actuellement, d'une sorte de maladie de Parkinson.

La France ? L'hôte colloïdal de l'Elysée, faute de pouvoir et de vouloir agir sur l'événement, en est réduit aux succès d'histrion (nous en parlons dans l'éditorial et la mauvaise humeur). Mais l'opposition cette perpétuelle machine à décevoir les espoirs les plus messianiques mis en elle ne vaut guère mieux : Gérard Leclerc, dans la chronique *Idées* analyse l'amer désenchantement d'un héros de la Résistance qui crut un temps, au parti communiste. Et pendant ce temps, la société est livrée aux forces les plus incontrôlées : fantasmes déments ou débiles d'architectes déboussolés (article d'Arnaud Fabre sur Beaubourg), pulsions sexuelles coupées de leur finalité, qui après avoir transformé la cité en bordel pourrait bien demain faire de ce bordel une caserne (*la presse au crible*), mainmise enfin sur la presse par des personnages plus que contestables (rubrique *Lire*).

Et l'étranger n'est guère mieux pourvu. Bénédicte Hélie nous rappelle l'inexistence de l'Etat américain à l'heure du Watergate (chronique *Images*) cependant que Yann Kerlanne analyse le caractère sordide et dérisoire du politique dans la Chine post-maoïste. Et l'impuissance du pouvoir lorsqu'il s'agit d'institutions supranationales confine au grotesque... pour le plus grand profit des marchands (article de Paul Maisonblanche sur la spéculation sucrière). En est-on revenu à la situation de 1788 lorsque la Monarchie française si longtemps progressiste se sclérosa comme le rappelle le professeur Chaunu ? Peut-être. Mais la révolution à réaliser contrairement à celle de 1789 ne devra-t-elle pas mobiliser à son secours toutes les ressources et toute la souplesse de l'institution royale ? L'Espagne (reportage de B. Renouvin en pages centrales) qui accomplit une transformation remarquable sous la conduite du roi Juan Carlos — et ce malgré le lourd passif du franquisme — constitue à cet égard un exemple intéressant.



Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits Champs,
Paris 11^e

Abonnement trois mois : 25 F
Abonnement six mois : 45 F
Abonnement un an : 80 F
Abonnement de soutien : 150 F
C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrant ce numéro ont été fournies par la groupe audio-visuel et sont la propriété de la N.A.F.

Imprimé en France

la presse au crible

Et si nous parlions de sexualité ? L'originalité n'est pas dans le sujet, mais dans la façon de l'aborder. C'est que le discours éculé sur la libération sexuelle se fait aujourd'hui plus discret, beaucoup s'apercevant de ses impasses, tandis que le vieux rigorisme relève la tête.

Ainsi le candidat à la Maison Blanche Jimmy Carter réaffirme dans *PLAYBOY* les principes de la morale Baptiste et confie :

« J'ai regardé beaucoup de femmes avec convoitise. Maintes fois j'ai commis l'adultère en esprit. Dieu sait que je l'ai fait et que je le ferai encore. Dieu me pardonne. »

Voilà qui éclaire le débat politique aux Etats-Unis. L'exhibitionnisme mental de Carter est infiniment plus scandaleux que les photos de la revue — que ce grand moralisateur utilise hypocritement.

psycho-drame

Abandonnons les puritains à leurs astuces médiocres. Ils ne valent pas mieux que certains théoriciens de la « révolution sexuelle » qui, inconsciemment, ouvrent la voie à un totalitarisme d'un nouveau genre. C'est ce que démontre POLITIQUE HEBDO dans une enquête sur l'organisation « Analyse Actionnelle », nouvelle et inquiétante communauté « fondée à Vienne en 1973 par Otto Muehl, vieux routiers des « happenings » sado-masochistes » :

« Reprenant les dernières théorisations du vieux Reich, des éléments sommaires de freudisme, et quelques vagues références à Marx, moulant cette mixture dans une technique consommée du psychodrame, Otto — comme l'appellent ses disciples — va bénéficier tout particulièrement de la crise de la psychiatrie et de la psychanalyse traditionnelles ainsi que de l'important renouveau de la problématique sur les « techniques corporelles » : étonie, expression corporelle, groupes relationnels, mouvement régénérateur, etc. »

L'organisation A.A. a pour objectif de libérer ses membres des marques laissées par la « société répressive » au moyen de la « Selbstdarstellung » (S.D.) qui consiste en une « représentation émotionnelle et spontanée devant le groupe des lésions subies dans l'enfance ». Mélange de psychodrame et de « jeu de la vérité », la S.D. emploie une technique de fixation sur le cri et sur la respiration, qui provoque un processus de régression psychique extrêmement violent, accompagné de vomissements, de pleurs dépressifs, de désirs de meurtre. ...

Dans la S.D., à la différence de techniques semblables qui exaltent l'autonomie de la personne, on ne régresse pas comme on veut ! Les étapes de la « parabole AA » sont minutieusement codifiées et la pression du groupe est toute puissante. Le modèle relationnel qui en dérive est extrêmement rigide et normalisant : tous ceux qui ne sont pas dans l'AAO sont des malades », donc toute relation sexuelle hors de la commune est interdite ; l'homo-sexualité y est aussi considérée comme une maladie ; pour abolir le couple, symbole même de la « petite famille », il est obligatoire de changer de partenaires tous les jours, etc.

fascisme

Pour les AA, cette « libre sexualité » permet d'instaurer la « propriété collective » et, en effet, les membres de la commune doivent donner toute leur fortune personnelle à la collectivité. Le but étant de devenir « économiquement viable » pour servir de « modèle pour une société nouvelle ».

Conclusion de POLITIQUE HEBDO : L'AAO est de fait un modèle assez raffiné de société totalitaire : 1. Le remplacement de la petite famille « privée » par la grande famille collective permet d'instaurer un moyen de contrôle social extrêmement efficace sur tous les aspects de la vie de l'individu pour le ramener à tout moment dans la norme : la S.D. 2. La garantie du rapport sexuel « à volonté » permet d'imposer une organisation sociale comparable à n'importe quel « camp de travail » fasciste. C'est ainsi que la ville AA idéale est formée de cercles concentriques : au centre, un grand théâtre pour les S.D. ; autour, les habitations collectives ; à l'extérieur, les usines (non polluantes, bien sûr). Rien à envier à Metropolis ou au Meilleur des mondes. »

Le danger ne vient pas seulement de certains groupes marginaux. Dans le numéro de Juillet-Août de la revue ESPRIT, Domini-

que Wolton — auteur d'un excellent livre sur « Le Nouvel Ordre sexuel » — entreprend une critique de fond de la sexologie.

Faute de pouvoir résumer cet article très dense, soulignons-en quelques conclusions :

« La sexologie est le symbole d'un phénomène qui la dépasse et qui s'appelle la recherche de nouveaux systèmes d'interprétation, ou la quête éperdue du sens. Pseudo-solution, sa force est de s'articuler à la béance de l'inconscient, c'est-à-dire au désir de savoir enfin. C'est la recherche d'une sécurité pour repousser l'insupportabilité du silence, de soi, de l'autre. C'est le désir d'ordonner un univers hétérogène, de trouver un ordre quand « tout fout le camp », même si l'issue est de « tout nommer pour tout normer. »

aliénation

Aussi, pour Dominique Wolton, « La sexologie est fondamentalement aliénante parce qu'elle véhicule l'idée que des personnes connaissent, directement ou indirectement, la solution à vos problèmes. C'est le fondement de toutes les relations d'aide qui ne manqueront pas de se multiplier au fur et à mesure que l'on voudra rendre « clairs » et compréhensibles les rapports humains. Escamoter les points de repère de chacun, ou les rapports sociaux, au nom du savoir, de la technique, ou de toute autre chose conduit finalement à aliéner l'autre dans son désir. »

Politique Hebdo et Esprit montrent qu'il est possible d'aborder les questions sexuelles sans complexes ou sans ces clin d'œil graveleux qui accompagnent tant d'enquêtes « scientifiques » sur tel ou tel comportement. Ainsi, il y a quelques semaines, cet article du Point sur « l'échangisme » qui n'était qu'exploitation hypocrite de curiosités basses. Mieux vaut encore Playboy qui dit franchement ce qu'il est.

Jacques BLANGY.

un nouveau livre

Nous mettons aujourd'hui en souscription un nouveau livre « Une politique pour la révolution ». Cet ouvrage qui viendra s'inscrire dans la même collection que « Le projet royaliste », « Un autre Maurras », « Le Comte de Paris ou la passion du présent » a pour auteurs Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin. Nous en ferons une présentation plus complète dans notre prochain numéro, mais sachez dès aujourd'hui que sa date de parution exacte dépend en grande partie de la rapidité avec laquelle les souscriptions nous arriveront. Cette parution aura lieu de toutes façons dans le premier trimestre 1977.

Prix spécial de souscription :

1 ex. : franco 25 F.
3 ex. : franco 68 F.
5 ex. : franco 100 F.
10 ex. : franco 180 F.

Dépêchez-vous de souscrire ! Et n'oubliez pas de libeller vos chèques à l'ordre du Centre d'Etudes de l'Agora (C.C.P. Paris 10 464 78 G).

beaubourg : la folie pompidou

Le scandale de Beaubourg est en train d'éclipser largement celui de La Villette. Il fait ressortir aussi le caractère inadmissible d'une certaine conception de l'art et de la ville.

La république des copains et des copines avait eu à Paris en 1970-72 ses scandales. Celui de La Villette, abattoir ultra-moderne construit au moment où l'abattage des bêtes rès du lieu de consommation était en voie de disparition, avait été le plus retentissant. Il est à craindre malheureusement que l'affaire de La Villette n'apparaisse comme une innocente étourderie d'enfant de hœur comparée à la monstruosité du plateau Beaubourg.

On sait que le Président Pompidou avait voulu laisser un nom dans l'histoire de l'architecture parisienne. Il a personnellement poussé la réalisation du centre qui porte son nom. Le Centre Pompidou est à la fois un musée de l'art contemporain et une structure de service : ainsi dans le même bâtiment sont réunies les informations sur l'urbanisme, le graphisme, les objets usuels. De plus, ce centre organise de nombreuses expositions itinérantes et contient une gigantesque bibliothèque destinée à décongestionner la Bibliothèque Nationale.

UNE RAFFINERIE...

Sans doute le défunt président, nourri d'humanités classiques, pensait-il continuer ainsi la tradition d'un Laurent le Magnifique créant au XV^e siècle une immense bibliothèque qui regroupait les copies manuscrites des œuvres les plus précieuses de la culture antique.

Il est simplement gênant lorsqu'on veut jouer les mécènes de la Renaissance d'avoir le mauvais goût de Bouvard et Pécuchet multiplié par la culstrerie des pontifes du design.

Le Centre Pompidou est en effet le seul musée au monde qui pourrait être reconverti rapidement en raffinerie s'il y avait du pétrole dans le sous-sol du Marais. Vu de l'extérieur il se présente comme

un ensemble de tubulures de chaudières, de cylindres, d'escaliers métalliques et de poutrelles encastrant des parois de verre. Le tout fait tellement penser aux installations de Lacq que l'on se demande pourquoi la torchère qui couronne toute usine de cracking n'est pas en état d'activité. Et puis l'on se rappelle soudain que l'on est en présence d'une œuvre d'art. S'il a peur de céder à un préjugé anti-moderniste, le visiteur se doit donc de s'interroger honnêtement sur l'effort plastique représenté par la coloration des tubes et des cuves. Le vert, le jaune, le rouge, le bleu y sont apparemment emmelés de façon à constituer une cacophonie de couleurs criardes. Mais peut-être un dessin secret a-t-il présidé à ce bariolage : c'est en tout cas la première question qui nous est venue à l'esprit lorsque nous avons commencé à interroger les responsables du Centre I. Et nous avons vu juste : le chargé des relations extérieures nous a affirmé que les couleurs choisies correspondent très exactement à celles qui ont été utilisées par les ingénieurs pour figurer sur le plan du quartier des Halles les différentes canalisations (eau, gaz, électricité, lignes téléphoniques). Ainsi a été sauvegardée l'intégration de la raffinerie dans le site du Marais. Solution bien plus sage



que celle qui aurait consisté à peindre chaque tubulure en fonction de la couleur des selles des différents chefs de service du Centre.

Bref, le centre est un immondice. Ce chef-d'œuvre de disharmonie hérissée, écœurée ou fait rire selon le tempérament du visiteur. Il ne soulève jamais le minimum d'admiration provoqué par Montparnasse ou les tours de la Défense. On peut condamner — comme l'auteur de ces lignes — une opération urbaine telle la Défense tout en reconnaissant une certaine allure à l'ensemble formé par ces tours. Il est impossible en revanche de trouver la moindre excuse au jeu de mécano (1) installé sur le plateau Beaubourg.

LE MARAIS DESARTICULE

Ce d'autant plus, qu'il est situé dans un quartier qui méritait de ne pas être livré sans condition aux architectes contemporains. Il n'est pas tolérable que le Marais puisse être le théâtre d'expériences « esthétiques » qui ignorent délibérément l'existence d'un tissu urbain ancien et souvent très riche. Le centre Beaubourg relève d'un parti-pris : celui de violer le cœur des villes en rompant avec toute continuité architecturale. Cet état d'esprit d'ailleurs a présidé à la rénovation de l'îlot Saint-Martin voisin : les vieux immeubles, souvent en mauvais état il est vrai, y ont été purement et simplement détruits au lieu d'être restaurés et plus de la moitié des nouvelles constructions sont des immeubles de « confort » et « grand confort » inaccessibles aux anciens habi-

tants du quartier (2). C'est ainsi que près de trois cents familles doivent quitter le Marais.

Enfin, la conception même de centre culturel national est ambiguë. Créer un temple ou plutôt un super-drugstore de la création culturelle contemporaine et regrouper celle-ci en un endroit donné relève d'une volonté de spécialisation et de ségrégation qui domine l'urbanisme actuel. Elle aboutit à faire du Marais un quartier « intellectuel » réservé à une élite, cependant que le sous-équipement culturel de la périphérie de l'agglomération s'aggrave. Ainsi la ville cesse d'être un ensemble de communautés vivantes pour devenir une machine fonctionnelle et sans âme. Laurent de Médicis, lui, savait intégrer dans l'ensemble de la cité une création artistique en continuité avec les siècles écoulés sans être pour autant un pastiche servile. Les disciples du président Pompidou s'en révèlent incapables.

DETRUIRE LE POMPIDOLEUM

Alors que faire ? Conserver le Centre sous prétexte qu'on ne remet pas en question les « coups partis » ? C'est la thèse de l'U.D.R. et du P.C. Et pour cause : quantité de membres de ces deux organisations font partie des 900 employés du Centre Pompidou.

Mais le fonctionnement du Centre, comme l'a rappelé Françoise Giroud — il y a peu de radicaux à Beaubourg ! — se traduit par un déficit annuel de 130 millions (nouveaux). Sa démolition en coûterait le double mais serait amortie au bout de deux ans. C'est égal : après l'échec de La Villette, il reste au moins un immense terrain transformable en espace vert, une salle de réunion qui est la première de Paris et les pavillons-exposition de Baltard. Du Centre Pompidou, il ne restera que les parkings souterrains.

Arnaud FABRE.
(enquête du groupe
N.A.F. - urbanisme)

stop

librairie

Tous les ouvrages présentés dans ce numéro peuvent être commandés au journal. Joindre le règlement à la commande. Chèques et versements à l'ordre du Centre d'Etudes de l'Agora - C.C.P. Paris 10464-78 G.

Le Papièvre. — Henri de Grandmaison. — Franco 36 F.

Ami, si tu tombes. — Roger Pannquin. — Franco 53 F.

Les écoles sauvages. — Luc Bernard. — Franco 33 F.

(1) Nous employons ce terme à dessein : le centre est extensible indéfiniment par ajout de nouvelles structures métalliques.

(2) Prix de ces logements : entre 7 000 et 8 000 F le mètre carré.

enquête

sucré :

qui fait son beurre ?

La psychose actuelle de pénurie sucrière cache une bizarre opération de chantage des betteraviers... et une rente de situation inadmissible pour le trust anglais Tate and Lyle.

Denier avatar de la mode rétro ? Le sucre devient introuvable dans les épiceries comme au bon vieux temps de Vichy et du marché noir. Il faut dire que les gros betteraviers n'ont pas lésiné sur les moyens de provoquer un climat d'apocalypse sucrière parmi les ménagères. Leurs dirigeants ont répété à l'envi que la sécheresse ayant provoqué une baisse catastrophique de la production, la pénurie était à nos portes.

Or ceci est faux : la production n'a baissé que de 30 % par rapport à 1975, année où la France avait exporté la moitié de sa production. En fait, les betteraviers tentent un chantage sur le gouvernement comme ils l'avaient déjà fait il y a deux ans.

Il faut savoir qu'en France le prix du sucre est fixé par l'Etat. Une partie de la production (le quota A) est assurée d'un cours minimum. Le quota B, lui, a également un prix garanti mais à un niveau très inférieur. Et ces prix-planchers sont aussi en pratique des prix-plafonds puisque largement supérieurs en temps ordinaire aux prix mondiaux. Quant au quota C, il ne bénéficie d'aucun soutien. Bref, les betteraviers voudraient obtenir un relèvement de ces prix en faisant aux Français et au Pouvoir le vieux coup des accapareurs de la Révolution Française. Ils sont à première vue largement en état de le réaliser puisque l'industrie betteravière française est concentrée entre les mains de quelques « grands » (Beghin-Say, La Générale Sucrière, Sucre-Union). Ces entreprises sont l'exemple même de groupes capitalistes pratiquant de gros inves-

tissements et une spéculation éhontée. M. Cayre, président de l'Assemblée générale des producteurs de betteraves discute d'ailleurs de puissance à puissance avec l'Etat.

Il semble cependant que les betteraviers aient eu la tête tournée par la flambée aberrante des prix du sucre intervenue ces dernières années. Ils veulent mettre à profit le fait qu'en 1975 le prix mondial est monté à 8 F le kilo (prix de revient français 2,50 F). Mais ils ne voient pas que les récentes mesures protectionnistes prises par les Etats-Unis à l'égard du marché international et le caractère par trop spéculatif de la hausse de 1974-75 provoquent maintenant un brutal choc en retour. Les prix viennent de s'effondrer de près de 300 %... au moment où la production mondiale est effectivement en recul ! Bizarre illustration soit dit en passant de la fameuse transparence du marché chère aux économistes libéraux. Quoiqu'il en soit, le Pouvoir est en état de résister au chantage et il est souhaitable qu'il le fasse pour ne pas créer un précédent inadmissible.

Mais, par ailleurs, la politique des quotas imposés à la France par la C.E.E. donne l'impression fâcheuse qu'en l'occurrence notre gouvernement travaille pour le roi de Prusse... ou plutôt d'Angleterre. En effet, la production française est limitée par le biais des contingentements afin de permettre au principal trust mondial du sucre, le groupe anglais Tate and Lyle d'écouler dans la C.E.E. le sucre acheté à bas prix sur les marchés tropicaux. Ce sucre de canne est

revendu au prix C.E.E., nettement plus élevé, et assure de substantiels profits à Tate and Lyle.

Autrement dit, les entraves mises à la production du sucre de betterave français sont un mauvais coup porté à la fois aux pays du Tiers-monde exploités par le trust londonien et à notre industrie nationale. De plus il est probable qu'à l'avenir, la sous-production mondiale de sucre va s'aggraver. Il n'y a donc aucun motif pour freiner notre production.

Il n'y a non plus aucune raison pour maintenir l'écran du Marché Commun entre la France et les

pays membres des A.C.P. (Afrique-Caraïbes-Pacifique) sorte d'O.P.E.P. sucrière. Cet écran empêche pour l'instant les A.C.P. de lutter efficacement contre Tate and Lyle... qui organise de surcroît à Londres un marché à terme du sucre, source de profits purement spéculatifs.

Attaquer de front une des vaches sacrées de l'euro-péo-centrisme vioriserait donc sur ce point comme sur tant d'autres le rôle international de la France. Mais cela Giscard ne le peut ni ne le veut.

Paul MAISONBLANCHE.
(enquête de Ph. Villaret)

chine :

les masses au pouvoir ?

On sait que l'on peut, à bon droit, considérer comme suspects les gens qui ont à tout bout de champ le mot de liberté à la bouche : l'expérience prouve en effet le plus souvent qu'ils sont les représentants de régimes et de partis où cette valeur est depuis belle lurette mise au rancart.

De la même manière, je me méfie instinctivement des allégations du chœur des « pékinologues » célébrant à l'envi cette sage démocratie chinoise où le pouvoir vient de la masse populaire dont elle ne fait qu'exprimer la volonté. Il reste — ce n'est qu'un détail — à expliquer pourquoi dans ce pays où les « masses » sont souveraines, les agissements du gouvernement sont toujours entourés du plus profond mystère et pourquoi le combat des factions en présence s'effectue toujours à huis clos. Il semblerait à mon besoin occidental de logique que bien au contraire les décisions du pouvoir, les élections (il n'y en eut jamais en Chine) et les choix des responsables devraient s'effectuer en pleine lumière à la vue de tous.

Aucun événement politique n'est annoncé en Chine. Il n'est connu qu'après coup lorsque les dirigeants, sûrs de leur faits, peuvent en donner une explication satisfaisante. Une chose aussi peu mystérieuse que le dernier congrès général du parti fut divulguée seulement après la fin des travaux et les délégués retournés dans leurs foyers. La trahison de Lin Biao et l'histoire rocambolesque de sa fuite de ne fut contée sous le manteau que six mois plus tard alors qu'il était impossible d'en contrôler aucun fait. Singulière désinvolture pour les mandataires de la volonté des masses !

Il n'est donc pas surprenant que ces mêmes masses souveraines restent quinze jours après la naissance des rumeurs, ignorantes des détails de la conjuration prétendue et du sort réservé à la propre femme du Président défunt.

Certes, cette lutte pour le pouvoir était prévisible, et il n'était pas nécessaire d'être grand prophète pour prévoir qu'elle serait féroce (1). Le seul point qui m'a surpris c'est que le premier round

fût intervenu si rapidement. Cela prouve, ce dont on pouvait se douter, que le génial timonier (nous devrions dire godilleux) devenant gâteux, les factions en place ont eu le temps de se préparer dans l'ombre.

Certes, les jeux ne sont pas faits et nous sommes incapables de deviner les atouts qui sont dans la manche des différents joueurs. De plus, la Chine, pays du juste milieu, n'est pas la France, avec l'irritante division nécessaire en deux camps : La disparition de la gauche, dite parti de Changhaï, au demeurant fort impopulaire, ne signifie pas nécessairement le retour de la droite avec le prétendu leader Teng Hsiao-Ping. Ce dernier conserve d'ailleurs des partisans, surtout en raison de l'amitié que lui vouait Tcheou en-Lai qui fut, incontestablement le plus aimé des dirigeants du parti.

Bref, bien qu'il soit Roi, le menu peuple ne semble guère concerné : une sagesse millénaire lui a enseigné qu'aucune partie n'est jamais définitivement gagnée, et qu'il faut une victoire évidente pour savoir qui reçoit le Mandat Divin désignant le souverain.

Hwa Kuo Feng, au demeurant plus sympathique et plus réaliste que ses adversaires, a annoncé l'édition complète des œuvres de Mao. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prévoir quelle soutiendra l'action de vainqueur (quel qu'il soit d'ailleurs) car telle est l'objectivité du marxisme léninisme.

Yan KERLANNE.



(1) Voir à ce sujet l'article que j'ai publié dans la N.A.F. du 29 septembre et quelques articles plus anciens. Je profite de cette occasion pour corriger un maletic qui a rendu incompréhensible la septième colonne de cet article. Il faut, pour en restituer la teneur, après la 6^e ligne passer à la ligne 20, après la ligne 37 il faut revenir à la ligne 7 jusqu'à la ligne 25, n'ila reprendre à la ligne 30, après quoi tout redevient normal.



par
gérard
leclerc

les héros sont parmi nous

Après lecture des souvenirs de Roger Pannequin, il me semble que je ne pourrai plus parcourir certaine région du Nord-Pas-de-Calais, d'où sont issus tous les miens, sans un autre regard. Tout de même, cette citadelle d'Arras où je fus incorporé ! je ne savais pas que, quelque 20 ans plus tôt, au petit matin, on fusillait dans ses fossés les résistants ou les otages. Pourrai-je traverser certains quartiers ouvriers, passer devant les corons, sans avoir l'image de ces femmes de mineurs qui eurent la tête tranchée sous la hache nazie ? Ainsi, le pays noir si attachant, son humanité chaleureuse, ses hommes durs et tendres au sourire rêveur, n'a jamais cessé d'être le pays du courage. De ses puits de mine, de ses quartiers laids, de ses petits bourgs avait surgi l'armée des ombres, le peuple de la nuit.

Familialement, idéologiquement, ce peuple m'était étranger. Les miens étaient du côté blanc, cléricale, d'où l'on regardait avec méfiance et crainte les socialistes et les communistes du bloc laïc. Pas du côté de l'argent, comme on le dirait trop vite à gauche : il y avait autant de petites gens qu'à l'autre bord. Roger Pannequin raconte qu'à la mine, le patron retenait obligatoirement sur la paye une contribution pour l'école libre, même si les gosses étaient à la laïque. Cette simple anecdote est pour moi significative du fossé qui pouvait séparer la droite de la gauche. Mes grands-parents, à la tête de nombreuses familles, se saignaient aux quatre veines pour mettre les enfants chez les frères ou chez les sœurs. Au début du siècle, avec les lois laïques, ils avaient reçus chez eux les maristes chassés par la République anticléricale et franc-maçonne. Evidemment, il y avait aussi le grand patronat du Nord, sur lequel il y aurait beaucoup à

dire et qui parut souvent le meilleur allié des curés. Mais réduire la droite aux maîtres des « châteaux » serait singulièrement injuste et scandaleusement inexact. Reste que deux univers coexistaient en s'ignorant, tous deux attachés à leurs valeurs, à leurs souvenirs et à leurs combats quotidiens.

LE PARTI DANS LA GUERRE

La rencontre de Roger Pannequin et du Parti Communiste se fit à travers l'épreuve de la guerre. Jeune instituteur, appelé dans la débâcle, ne pouvant rejoindre son unité, ramassé par une colonne allemande, fait prisonnier, une première fois évadé, ses débuts dans la tourmente marquent bien les grands traits d'une nature tentée par l'aventure, toujours disponible pour le service, bientôt possédée par un grand rêve, peut-être ce que Malraux a appelé l'Espoir.

C'est à son poste d'instituteur qu'il lui sera donné de participer aux premiers coups de la Résistance et d'entrer à mesure dans l'organisation du Parti. Oh, une organisation hors de toute bureaucratie, souvent fort spontanée. Mieux encore : au début en désaccord avec une direction parisienne qui avait avalisé le pacte germano-soviétique, et demandé à l'occupant l'autorisation de faire réparaître l'Humanité.

C'est autour de petits groupes, souples, liés entre eux, que s'organisent les réseaux de combat. Il n'est pas question de hiérarchie stricte, encore moins de galons. Cela viendra à la fin de la guerre. Les hommes qui se rassemblent à ce moment ne pensent pas seulement chasser l'Allemand. Ils luttent également contre une idéologie. Et surtout ils sont fermement cuirassés d'une certitude : dans ces combats de la Résistance se forge une société nouvelle où la justice triomphera, l'exploitation et la domination de classes seront définitivement rejetées. Fort de cette conviction, un Pannequin à l'image de ses camarades au courage insolent jusqu'à l'imprudence folle, se lancera dans la bagarre.

BUREAUCRATES THOREZIENS ET RESISTANTS

Il est impossible de résumer les péripéties de l'aventure du futur membre du comité central du Parti Communiste. Coups d'éclat et coups durs, arrestation, interrogatoires et tortures, prison puis internement en Belgique, évasion, reprise du combat jusqu'à la Libération, interrompue par une nouvelle arrestation et une troisième évasion... c'est à vous couper le souffle. Mais la finale du livre vaut la peine d'être racontée. Au terme de ses années où il s'est engagé à fond, la Libération est venue. Pannequin qui a assisté dans les derniers mois à une nette évolution des mentalités et de l'organisation (c'est maintenant le règne du galon) entend se battre encore pour son idéal politique et social. Le voilà donc se présentant au siège local du parti pour prendre du service. L'homme qui le reçoit en lisant tranquillement le journal derrière son bureau lui signifie qu'il doit remplir un bulletin d'adhésion. Stupeur ! Cet homme, Pannequin le reconnaît. C'est lui qui, il y a quelques mois, a formellement refusé de se mouiller pour la Résistance. Son sang ne fait qu'un tour. Il se saisit du bureaucrate et le jette par la fenêtre.

Cette finale est sans doute également le prélude au second tome des souvenirs qui doit succéder à ce livre de guerre et qui

racontera l'ascension de Pannequin jusqu'au comité central, puis son éviction du parti.

Etait-ce la fin de l'époque des aventuriers, le début des hommes d'appareil ? Sans doute. Il semble d'ailleurs que ce soit la loi commune. Tillon et la plupart des dirigeants du P.C. clandestin ont été chassés. Plus généralement, les aventuriers ne sont pas admis dans les œuvres de paix. Le rêve continue de les habiter. Il faudrait tout et tout de suite. Et puis d'étranges lueurs brillent dans leurs yeux.

L'ESPOIR ET LE CHANGEMENT

J'ai beaucoup pensé à Malraux en lisant Pannequin. Il y avait les hasards d'un travail qui m'avaient replongé dans le Malraux des romans, ceux de la Révolution chinoise et celui de l'Espagne. Il y avait surtout la profonde parenté, la fraternité des révolutionnaires. Les résistants du pays noir ressemblent aux héros des Conquérants et de la Condition humaine. Soulevés par un idéal commun, plongés dans une même violence. Je n'ajouterais pas dans une même horreur. Car si la souffrance et la mort ne cessent d'être en toile de fond de l'aventure du résistant, elles n'apparaissent pas comme les thèmes obsessionnels qui font de Malraux un des grands tragiques modernes. André Gide auquel l'univers de Malraux était étranger, mais qui, tout de même, savait comprendre, parlait de l'angoisse insupportable qui plane sur la « condition humaine ». Le Garin des Conquérants n'est pas précisément un personnage optimiste et triomphant, c'est un être souffrant et qui a besoin de la victoire commune pour se faire crédit. Roger Pannequin, lui, n'est pas un personnage tragique, l'accumulation des malheurs lui fait serrer les poings, parfois même crier vengeance et tuer de sang-froid (par exemple deux sentinelles allemandes sur son chemin en rase campagne). L'angoisse métaphysique n'apparaît pas.

Les uns et les autres ont un point commun, qui me paraît capital : leur quasi indifférence au marxisme théorique, à la discussion idéologique. Il est vrai qu'à la guerre, ces choses-là ont tendance à s'estomper. C'est ici et là plutôt un trait de caractère et une donnée de fond. Garin jeune avait les idées vagues. Les révolutionnaires aguerris les ont-ils plus claires ?

Il ne s'agit pas de faire un plaidoyer pour l'idéologie qui est souvent sclérose de l'intelligence et technique de manipulation totalitaire. La question véritable, Malraux l'a posée ; c'est celle de la finalité. Quelle finalité soutient le partisan, le franc-tireur, l'aventurier ? Sans elle, le rêve ou l'angoisse sont voués à la démesure de la violence. Souvenons-nous que dans la Résistance il y avait la fraternité et malgré quelques propos de Pannequin, la France.

Ainsi, les héros sont parmi nous. L'aventure est-elle terminée ? Malraux n'a cessé de le nier appelant pour notre temps de nouvelles chevaleries. L'histoire qui ne ferait plus appel au courage ne serait-elle pas fermée ? L'héroïsme ne consiste pas forcément à jouer de la dynamite. Il peut se servir des armes de la paix pour faire les cités plus heureuses et les hommes plus hommes.

Gérard LECLERC.

« Ami si tu tombes » par Roger Pannequin. Editions du Sagittaire.

espagne : entre la peur et l'

De retour d'Espagne où il a rencontré de nombreuses personnalités politiques, Bertrand Renouvin livre ici quelques conclusions de son enquête.

Madrid, ... octobre 1976. Il y a un an, le général Franco entrait dans une longue agonie. Quelques semaines auparavant, l'exécution de militants de l'opposition avait mobilisé la gauche européenne, tandis que trois cents mille Espagnols acclamaient, place d'Orient, le vainqueur d'une guerre civile jamais terminée.

Comment ne pas évoquer cela quand on arrive dans la capitale ? Le passé est encore tout proche, même si les Espagnols ont le sentiment de commencer une autre vie. D'ailleurs, comment ces quarante ans de dictature n'auraient-ils pas marqué le pays ? La ville nous le dit, dès le premier contact. Certes, il y a eu progrès, au sens quantitatif du terme. Beaucoup de quartiers neufs — assez bien réussis. De belles avenues, bordées d'arbres et de banques. Une circulation difficile dont on assure, en Occident, qu'elle est signe de prospérité. Mais, à mesure qu'on se rapproche du centre, voici que défilent les vieux mots : Paseo Calvo Sotelo, avenue José Antonio, immeuble de la Phalange avec son immense insigne rouge, avenue du Généralissimo où poussent immeubles, magasins et bureaux de luxe. Ce mélange de modernité et de fascisme bigot, c'était cela le franquisme. Nul doute qu'il a changé l'Espagne.

A moins qu'il ne l'ait vu changer... Car qui saurait dire la part de volonté et celle de simple consentement à une certaine logique économique ? Ce débat n'aura sans doute pas de fin. Alors, mieux vaut s'en tenir au simple constat : ce régime politiquement figé a pré-

sidé au développement d'une « société de consommation » identique à celle des autres pays occidentaux. La publicité sur les murs, les voitures dans les rues, les rayons des grands magasins montrent que nous sommes loin de l'Espagne de 1936, celle de la Terre sans pain où des centaines de milliers de paysans gagnaient moins d'une peseta par jour. La guerre civile est née de cette misère, que la richesse de la haute aristocratie terrienne rendait encore plus insupportable. Entre les classes, la distance était énorme, sans rien qui puisse servir de trait d'union.

LA GRANDE BOUFFE

La situation est aujourd'hui différente : le « décollage » économique a entraîné la constitution d'une classe moyenne manifestant les mêmes ambitions sociales, les mêmes habitudes économiques et les mêmes réflexes politiques que celle de notre pays. Avec une fréquence de consommation plus grande encore. Mais si l'Espagne vit à l'heure de la « grande bouffe » c'est que tout adulte, dans ce pays, a connu la faim.

Ces mauvais souvenirs expliquent pourquoi, et comme nulle part ailleurs, la classe moyenne représente un facteur de stabilité : tout, plutôt que la guerre et la misère. D'où l'apparition d'un « franquisme sociologique », sorte de majorité silencieuse qui était reconnaissante à Franco d'avoir permis son accès à un mieux-être.

Avec Franco, l'Espagne nationaliste et catholique s'est donc ouverte à la civilisation industrielle. D'où la nouvelle ville de béton qui

entoure le vieux Madrid. D'où la prolifération des banques, qui montre la prédominance d'un capitalisme bancaire. D'où la multiplication des sociétés multinationales et l'omniprésence américaine en Espagne. Contrôlant les secteurs-clés de l'industrie, les Etats-Unis « tiennent » également le pays sur le plan agricole : 60 % du déficit de la balance commerciale est dû aux importations de produits agricoles américains.

Héritage particulièrement lourd, qui n'est pas sans incidences politiques. Car si l'existence d'un « lobby » politique américain est farouchement niée, personne ne peut contester l'énorme influence américaine sur une armée espagnole formée à l'école de West Point et équipée de matériel « made in U.S.A. ». Sans oublier les nombreuses bases américaines : celle de Castejon, à 35 km de Madrid, constitue le plus grand dépôt d'ogives nucléaires installé en Europe. Autant de facteurs qui pèseront sur l'avenir, étant donné l'importance sociale et politique de l'armée espagnole qui fut, pendant quarante ans, l'un des piliers de la dictature.

L'un des piliers seulement, car Franco sut utiliser avec habileté d'autres groupes socio-politiques pour maintenir son pouvoir dans un équilibre délicat : l'Eglise, la Phalange, les technocrates de l'Opus del et la vieille aristocratie foncière qui n'a rien appris et rien oublié : dans les diners de la haute société, aujourd'hui encore, quand on entend vanter les mérites du « Chancelier », il ne faut pas se méprendre : ce n'est pas de Schmidt qu'il s'agit, mais d'Adolf Hitler...

Capitalisme bancaire et impérialisme américain, parti unique et cercles aristocratiques, généraux de guerre civile et technocrates catholiques, cet héritage de qua-

rante années de dictature hypothèque lourdement l'avenir.

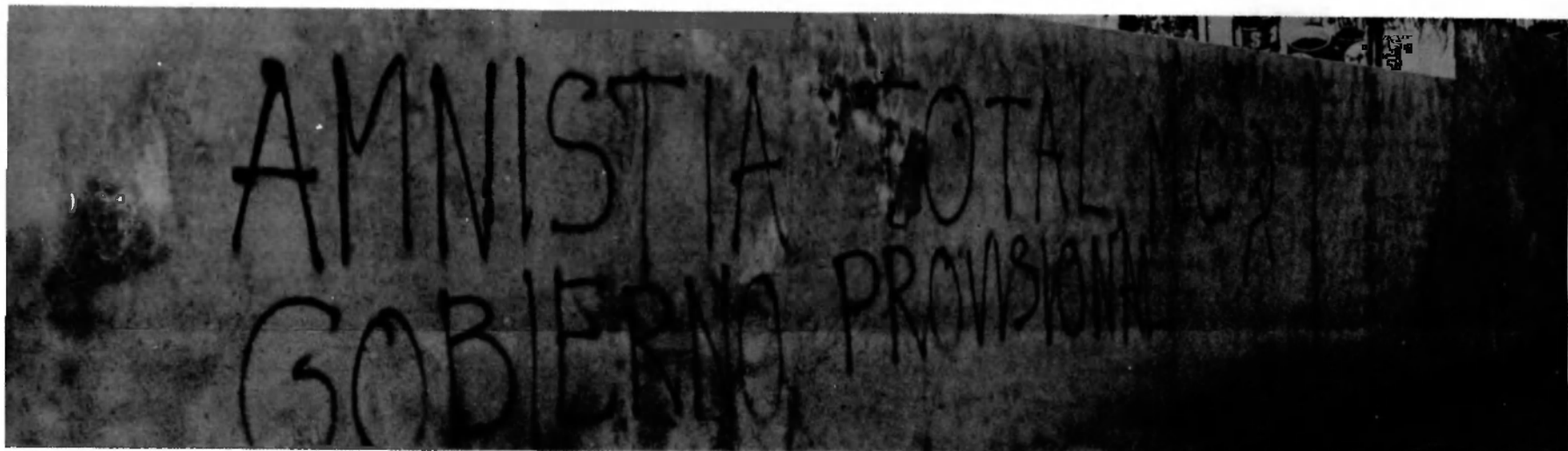
Mais beaucoup moins que le souvenir d'une guerre civile, terminée seulement avec la mort du « Caudillo ». Avant, les mutilés de l'armée républicaine ne pouvaient bénéficier d'une pension : un fait qui en dit long sur la mentalité des vainqueurs et sur la situation faite aux vaincus. Ainsi, la longue série d'exécutions, la répression impitoyable des grèves, les insignes de la Phalange à l'entrée de chaque village, les exilés et les emprisonnés, tout concourait au maintien de la division de l'Espagne en deux camps, politiques et sociologiques.

Politiques, cela va sans dire. Mais sociologiques aussi, malgré l'apparition d'une classe moyenne. Aujourd'hui encore, les distances sociales sont considérables. Argent, habitudes de vie, mentalités, tout sépare l'aristocratie, de l'Espagne du peuple : même la grammaire puisqu'on se tutoie entre gens de la « haute » tandis que maîtres et domestiques se parlent à la troisième personne.

PRECARITE DE LA PAIX CIVILE

Alors, aujourd'hui, l'Espagne a peur d'elle-même. Elle se sait imprévisible, violente et cruelle, écrasée par le poids d'une histoire qui pousse à l'affrontement. Les Espagnols savent que la passion risque de l'emporter sur la raison, et que la paix civile est à la merci du moindre incident. C'est ce qui rend si redoutable l'apprentissage de la liberté, si précaire le changement politique que chacun espère, si émouvant ce peuple qui balance entre la peur et l'espoir — peur de soi-même autant que des autres, espoir d'une libération après tant de silence.

La liberté. On peut, de l'étranger, faire la fine bouche devant



espoir

la « lenteur », la « timidité » du mouvement de libéralisation. Mais en Espagne, on a le sentiment que tout a changé depuis un an : des prisonniers sont libérés, des exilés rentrent chez eux, et puis on a le droit de dire et de lire ce que l'on veut. Une nouvelle presse est en train de naître, des partis se créent chaque jour ou presque et la télévision, décourageante jusqu'à ces dernières semaines, commence à changer de ton.

Tout cela ne va pas sans confusion, et certaines opérations politico-journalistiques ne sont pas sans ambiguïté : comme partout, des groupes financiers, à la recherche de profits, misent sur une opposition maintenant très rentable...

Mais c'est surtout l'incertitude qui domine, au gouvernement comme dans l'opposition. Après tant d'années de silence, que pense, que veut le peuple espagnol ?

UNE NOUVELLE DONNE

Personne ne peut répondre à cette question. Etrange situation, où tout le monde avance à l'aveuglette en attendant avec impatience les élections. Une attente marquée par l'inquiétude car, comme le soulignait un ancien commissaire politique de l'armée républicaine, les transformations socio-économiques redistribueront les vieilles cartes électorales. D'où le caractère incertain de toutes les analyses politiques, qui surprend l'étranger habitué à des pesées au 1 % près :

Le **Movimiento** ? Né de la fusion de toutes les formations politiques du camp nationaliste, il rassemble l'establishment compromis avec le régime franquiste. Solidement implanté dans le pays grâce aux petits notables, il représenterait encore, selon un journaliste de gauche, environ 20 % des voix.

— Les **socialistes** ? Ils sont probablement nombreux, mais répartis en plusieurs organisations : la principale, le **P.S.O.E.**, est même divisée en deux tendances.

— Et les **communistes** ? Le **P.C.E.** est aujourd'hui un mouvement réformiste, « plus à droite que le Parti socialiste de la République » comme dit un éditeur de gauche. Et Juan Tomas de Salas (directeur de l'hebdomadaire **Cambio 16**) ajoute que ses dirigeants ont passé trop d'années en Russie pour ne pas se méfier du lénino-stalinisme et de l'inféodation à Moscou. D'où les positions de Santiago Carillo, décidé à jouer une partie légale.

D'où, en réponse, les manœuvres de l'U.R.S.S. qui cherche, par K.G.B. interposé, à écarter Carillo. Or les jeunes communistes de la base, venus au P.C. par antifranquisme, se moquent de Staline et n'ont d'yeux que pour leurs camarades portugais. Tentations activistes qui, habilement exploitées, pourraient « déstabiliser » le Parti...

Un dernier point, souligné par le directeur de **Cambio 16** : au lendemain de la guerre civile, le P.C.E. était totalement discrédité dans l'opinion à cause de sa répression sauvage des trotskistes et des anarchistes. C'est Franco qui lui a rendu son prestige, en le dénonçant comme le seul mouvement d'opposition organisé et dangereux. Ainsi va l'anticommunisme primaire.

Conclusion : une classe politique sage, dont les dirigeants se connaissent bien — ce qui peut éviter des catastrophes — mais médiocre, mal préparée à jouer son rôle. L'exil et le silence forcé se paient cher. En face, si l'on peut dire, une haute administration qui est sans doute la meilleure d'Europe mais peu, très peu, d'hommes politiques brillants.

Le Roi est donc seul pour faire accomplir à l'Espagne une mutation décisive. Tâche délicate, quand il faut la remplir près d'une poudrière.

Une situation explosive ? Pourtant Madrid est calme, au lendemain de la grève générale du 1^{er} octobre et malgré le dernier attentat de l'E.T.A. Rien qui ressemble au Portugal de la « Révolution des œillets ». Cependant on devine une tension profonde.

LA POUDRIERE

C'est que tout peut arriver. D'abord en raison de la situation économique : aux effets classiques de la crise mondiale se sont ajoutés la baisse du tourisme et le retour massif des émigrés. L'Espagne compte ainsi un million de chômeurs et connaît une inflation de 25 %. Situation difficilement supportable, à l'origine de grèves nombreuses et longues, et qui peut aboutir à des explosions de colère. Or les syndicats sont encore

trop mal organisés pour contrôler la situation.

Mais il y a aussi les groupes d'extrême gauche et d'extrême droite — ces derniers liés à la police. Peu nombreux, mais efficaces, sachant que seule une guerre civile gonflerait leurs effectifs, ils peuvent être l'étincelle d'une nouvelle déflagration. Jusqu'à maintenant, le sang-froid du gouvernement et du peuple espagnols ont évité la réussite des provocations gauchistes ou policières. Mais demain, si la situation économique ne s'améliore pas, s'il y a de nouveaux assassinats, si les réformes semblent trop longues à venir ? Or les « vieilles chemises » de la Phalange, les vieux généraux de la guerre civile, tous les hiérarques de l'establishment franquiste incrusté dans l'Etat font de leur mieux pour paralyser le mouvement vers la liberté : ils ont le sentiment qu'on est en train de leur voler leur ancienne victoire sur l'autre moitié de la nation espagnole.

Incertitudes politiques, confusion politicienne, provocations extrémistes, crise économique, séquelles du franquisme et de la guerre civile, comment se fait-il que l'Espagne ne connaisse pas une situation « à la portugaise » ? Les données sociologiques n'expliquent pas tout. De droite ou de gauche, les Espagnols savent bien qu'ils doivent la paix civile et la liberté à une monarchie incarnée par un roi courageux.

Pourtant, ne parlait-on pas, il y a un an, de « Juan le Bref » ? C'est vrai : les Bourbons n'étaient guère populaires en Espagne, d'autant plus que, pendant 30 ans, le franquisme a mené une propagande incessante contre la monarchie. Et puis, être choisi par Franco, n'était-ce pas devenir le roi d'un camp ?

Un an plus tard, la monarchie bénéficie d'un très large consensus dans la classe politique comme dans le peuple. Parce que Juan Carlos s'est affirmé — véritable révolution — comme « le roi de tous les Espagnols ». Parce qu'il ne reçoit plus les ducs et les duchesses,

marquant ainsi son indépendance à l'égard de l'aristocratie. Parce que, dès son premier discours de roi, il a insisté sur la légitimité historique de son pouvoir, se libérant ainsi d'un très proche passé.

UNE MONARCHIE LIBÉRATRICE

Voilà pourquoi les Espagnols sentent que la monarchie est la condition de l'unité politique et morale de la nation. Et les hommes politiques savent qu'elle est le moyen de l'alternance des équipes partisans. Sans elle, la gauche ne supporterait pas la droite. Et la droite, intelligemment, refuse de se présenter en « parti du roi » et ne se réclame pas de sa personne. Comme l'explique Torcuato Luca de Tena, directeur du quotidien « A.B.C. », « il n'est pas question pour la droite d'accaparer le roi, puisqu'il est aussi celui de la gauche. Et si, après les élections, le roi gouverne avec nos adversaires politiques, j'en serai heureux car c'est l'Espagne tout entière qui sera sauvée ».

Vertu de l'institution. Mais aussi action personnelle du roi. Il aurait pu être un pur symbole, un élément neutre du jeu politique, comme certains le lui conseillaient. Mais le Prince Juan Carlos a choisi de devenir l'agent de la transformation de l'Espagne, l'artisan de sa liberté. Le choix est courageux car cet engagement implique une responsabilité directe devant les Espagnols. Si le roi réussit son œuvre de libération, de paix civile et de justice sociale, la monarchie s'enracinera profondément dans la nation. Mais avant que les élections soient faites, avant qu'une constitution soit adoptée, le Prince Juan Carlos subira personnellement les conséquences des blocages politiques, des attentats et de la crise économique. Situation difficile, qui demande intelligence et sang-froid face aux manœuvres des passésistes et aux pièges de la violence. Aujourd'hui l'Espagne redoute l'échec, qui serait le sien : jamais, au XX^e siècle, le destin d'un Prince et d'un peuple n'ont été aussi indissolublement liés.

Bertrand RENOUVIN.



Luc Bernard

LES ECOLES SAUVAGES



« Les écoles sauvages » ? Un titre charmant, évocateur de contestataires « chevelus », de vert, de nature, et même d'enfants ! Laissons cependant parler l'éditeur : « on appelle écoles sauvages des écoles fondées par des adultes qui refusent l'institution scolaire et rêvent d'une éducation différente. Le livre n'est pas une théorie mais la description scrupuleuse d'une douzaine d'écoles sauvages que l'auteur, Luc Bernard, a visitées pendant l'année scolaire 1975-76 ».

Il a vite constaté la mort de l'école, « même pas » égalitariste, « même pas » dispensatrice de connaissances, seulement soucieuse de produire « utilement » des travailleurs. Puis il fait vivre pour nous écoles, association de parents, collectifs d'enfants, pensionnats, et même bateau... Il y a plein d'enfants à toutes les pages, plein de parents et plein d'anti-éducateurs. Chaque expérience relève de la même volonté : enlever les enfants à leurs casernes-écoles, leur rendre la parole, développer leur personnalité. Ça et là, à « Terrevigne » ou au « Tournesol », à la « Barque » ou à la « Némé », il souligne une volonté plus marquée de l'adulte. Liberté pour l'enfant de choisir son activité. Egale importance de toutes les activités. Droit à la parole. Eveil de la curiosité. Nécessité de ne pas être un parasite. Prendre le temps. Apprendre les choses de la vie — comme elles arrivent. Dynamisme de l'adulte responsable de l'enfant. Répartition du pouvoir dans la communauté enfants-adultes. Problèmes de gestion aussi. Surtout, jusqu'où aller pour rester cohérent ?

Que peut-on attendre des expé-

riences d'« écoles sauvages » demande ensuite l'auteur ? Une autre approche de la vie, mais dans une société inchangée.

L'intérêt du livre ? « Au revoir hier soir » dit un enfant en revoyant le quai où il a pris le métro la veille au soir. Fin de chapitre. Autrement dit, l'enfant est toujours présent avec sa personnalité unique, donc remarquable, importante. Mais s'il lui donne la parole, l'auteur ne se soucie pas d'en faire un roi ; son reportage ne verse jamais dans l'écueil de la conclusion autoritaire, ou dogmatique, il ne tente pas de substituer un système à un autre, soulignant les échecs et, toujours, les réactions de l'enfant.

Les thèmes de réflexion fourmillent. Ils pourraient ne pas paraître tout à fait futiles à qui se soucie du petit homme ; parent ou pédagogue, d'abord désireux de ne pas briser ce qu'il a d'unique et de merveilleux.

La confrontation de l'enfant et de l'adulte est-elle le problème essentiel ? Non, si l'adulte crée un projet éducatif au lieu de le laisser imposer à l'enfant par une société utilitaire, ennemie de l'homme, amie du robot. Non, si l'adulte accepte de vivre une aventure personnelle avec l'enfant, au lieu de la laisser planifier par un Etat autoritaire et sans imagination.

Il est vrai que celui qui en prendrait vraiment conscience se découvrirait vocation de pédagogue et vocation révolutionnaire. Les deux aventures sont liées.

Marie LESAGE.

Les écoles sauvages, Luc Bernard, Stock.

le papivore

« Ce livre est un roman. Toute ressemblance entre les personnages et des personnes existantes ou ayant vécu serait pure coïncidence. »

Henri de Grandmaison fait bien de placer cet avertissement en tête de son roman car des esprits mal intentionnés pourraient prendre cet ouvrage pour une critique à peine voilée du patron d'un très grand groupe de presse français, qui vient de faire parler de lui en rachetant coup sur coup plusieurs titres.

D'ailleurs, comment cette œuvre de pure fiction pourrait-elle rejoindre la réalité ? Il ne ressemble à personne, ce Jean Dubois-Jantet qui a la manie de racheter par dizaines les petits journaux de province. Il ne ressemble à personne, ce riche manager qui se moque du rôle de la presse et qui méprise les journalistes, n'ayant d'autre souci que la rentabilité de son affaire et le pouvoir qu'elle lui donne.

C'est qu'il a une revanche à prendre sur la société ce Jean Dubois-Jantet qui ne ressemble à personne : fondateur d'un mouvement fasciste pendant la guerre, il fut emprisonné à la Libération... Et ses amis ne ressemblent à personne, même Cadet, l'associé du patron, qui recrutait pendant la guerre pour la Waffen SS. N'allez surtout pas chercher dans l'organigramme d'un important groupe de presse un nom que vous retrouveriez, à la Bibliothèque nationale, comme éditorialiste du journal des nazis français, « Devenir ». La curiosité est un vilain défaut, qui coute d'ailleurs très cher : puisque l'amnistie couvre cet inquiétant passé.

Puisqu'on vous dit qu'il n'y a pas de clés à cet ouvrage, laissez-vous emporter par le récit, vivement mené par un auteur qui connaît bien les rouages de la presse. Jean Dubois-Jantet, donc, après avoir lancé le « Journal de la pêche et des pêcheurs » (peu importe le titre et le contenu, il aurait aussi bien pu choisir l'automobile), après avoir racheté nombre de petits journaux locaux s'acharne à prendre possession de Laville-Matin, journal provincial

issu de la Résistance. Je vous laisse goûter les péripéties de la prise de contrôle où, comme dans la réalité, l'argent, le mensonge et le cynisme joueront un rôle essentiel. Mais au contraire de ce qui se passe dans les bons romans, les purs de la Résistance et les syndicalistes honnêtes seront battus par l'ancien collabo devenu manager. Peut-être certains épisodes rappelleront-ils quelque chose aux journalistes professionnels. Mais si un auteur ne peut plus épicer une œuvre de fiction de quelques détails vrais, où irait la littérature !

Heureusement, la fin du roman est un conte à dormir debout : imaginez-vous que le héros du livre (si l'on peut dire) devient député de la majorité présidentielle au terme d'une éblouissante campagne à l'américaine et qu'il rachète un très grand quotidien du matin, avec l'appui du pouvoir. Pourquoi pas le plus grand journal du soir, tant qu'on y est ? Vraiment, en ce début d'année littéraire, l'imagination des romanciers est par trop abondante : qui irait inventer qu'un grand journal peut s'acheter avec deux valises pleines de billets de banque, et qu'une bande d'anciens collabos ou de militants d'extrême-droite pratique au sein de la rédaction une épuration à rebours. Tout cela est inimaginable mais cette amusante fiction a le mérite d'attirer l'attention du public sur les dangers que font courir à la presse les hommes d'argent. « Le Papivore » est donc un livre que tous les patrons de presse conscients de leurs responsabilités conseilleront à leurs lecteurs. Nous ne doutons pas un seul instant, par exemple, que le plus grand bienfaiteur de la presse libre — M. Hersant pour ne pas le nommer — insistera personnellement pour que ce livre soit largement commenté dans les journaux de son groupe.

B. LA RICHARDAIS.

(1) Henri de Grandmaison : Le Papivore (J.C. Lattes éditeur).

entretien avec pierre chaunu : " une monarchie progressiste "

Nous publions, dans ce numéro, la première partie de la réponse que le Professeur Chaunu a bien voulu donner à notre enquête sur la Révolution française. Nos lecteurs pourront constater que cet événement, si défiguré par les passions ou l'anecdote, y est situé dans la perspective générale de l'évolution des sociétés occidentales.

N.A.F. : Monsieur le Professeur, un livre à succès — celui du polygraphe Claude Manceron — vient d'attirer à nouveau l'attention du grand public sur la pré-Révolution. Pensez-vous que cela soit dû à la façon passionnée — et passionnelle — dont la Révolution française est encore perçue dans notre pays ?

Pierre Chaunu : Sans doute. Il est en tout cas frappant de constater que les grands moments et les grands tournants de l'historiographie française se révèlent dans sa manière de comprendre et d'écrire la Révolution française. On peut distinguer ainsi une tradition contre-révolutionnaire dans la ligne, trahie en vérité, de Bonald et Maistre. Elle voit la Révolution par le petit bout de la lorgnette et la réduit à un complot maçonnique. Ce n'est guère sérieux !

Guizot et Thiers, eux, représentent le courant libéral et doctrinaire. Ils voient dans 1790 l'apogée de la Révolution, regrettent que l'entente ne se soit pas maintenue et que l'on n'ait pas économisé tant de violences pour en arriver directement à la charte.

Il y a aussi la lecture de la Révolution par Michelet qui célèbre en elle un moment privilégié de l'épopée du peuple. Il y a enfin la lecture marxiste, sorte de catéchisme sommaire, assez bien représentée actuellement par certains de mes collègues.

N.A.F. : Et pour vous quelles sont les causes immédiates et lointaines de la Révolution ?

P.C. : Parlons d'abord, si vous le voulez bien des causes lointaines. Tout d'abord la Révolution française est un accident venu se greffer sur un grand courant de transformation des sociétés occidentales.

Ce courant se caractérise — et sur ce point les marxistes n'ont pas tort — par un développement considérable de l'économie d'échange, développement amorcé dès le XIV^e siècle et qui au XVIII^e siècle

affecte même l'agriculture. Les rapports sociaux en ont été transformés et par la même occasion les rapports politiques.

Mais cette explication ne suffit pas. L'école culturaliste de François Furet a eu le mérite de faire ressortir l'importance des phénomènes de culture et d'acculturation. A cet égard la Monarchie en luttant pour l'alphabétisation de la France a été — pour pasticher les marxistes — une grande force progressiste de transformation. Visiblement les rois voulaient des sujets qui ne soient pas des robots et Colbert a été un fantastique accultivateur.

Les résultats sont éloquentes : au XIV^e siècle, 5 % des hommes seulement savent signer leur nom, en 1690, 28 %, en 1785 près de 45 %.

Il se développe dès lors, une culture écrite qui réintègre les hommes dans une longue diachronie et en fait les membres d'une cité vieille de deux mille ans. Il est vrai que ce phénomène a son aspect négatif. Lorsque l'écrit entre en concurrence avec la culture orale celle-ci souffre et c'est regrettable car elle transmet des richesses irremplaçables. Rappelez-vous Jeanne d'Arc, illettrée cependant, qui savait plus de vraie théologie que l'évêque Cauchon. Cette théologie, elle l'avait apprise sur les genoux de sa mère.

Toujours est-il que le clivage principal ne passe plus au XVIII^e siècle entre la noblesse et le Tiers-Etat mais entre ceux qui ont fréquenté le collège jésuite ou oratorien et les autres. Voltaire a les mêmes références que les nobles auxquels il s'oppose parfois. L'homogénéisation culturelle au XVIII^e siècle est commencée et les gens se classent surtout par rapport à leur acquis culturel.

Il faut signaler aussi que l'armée constituée au XVII^e siècle un prodigieux facteur de progrès et de promotion. C'est l'armée qui, au XVII^e siècle, déracine la peste. C'est elle qui permet à un Che-

rert, enfant trouvé, de devenir maréchal de France. C'est bien sûr avant l'absurde réaction nobiliaire de la fin du XVIII^e siècle qui aboutit à la loi des quatre quartiers.

N.A.F. : Le XVIII^e siècle ne représente-t-il pas aussi un tournant dans les structures de sociabilité ?

P.C. : Davantage en réalité un aboutissement qu'un tournant. Et pour le comprendre il faudrait remonter en fait jusqu'au XIII^e et XIV^e siècle. On peut d'ailleurs soutenir que le XIII^e siècle est un des siècles les plus révolutionnaires de notre histoire.

Sur le plan de la vie religieuse, on assiste à une extraordinaire affirmation de soi et à une individualisation de la conception de la vie bien décrite par Philippe Ariès. Ainsi dans l'art religieux, la représentation du jugement dernier cède le pas à celle du jugement particulier de l'âme. Notons cependant que ce phénomène est graduel et étalé sur de nombreux siècles.

Dans le même temps, la cellule familiale se réduit et se concentre sur le « noyau » de la famille couple. Mais la charge affective au sein de cette famille devient très forte.

A l'autre extrémité, le cercle de l'Etat-nation se renforce. A cet égard, la guerre de succession d'Espagne est la première grande guerre nationale de l'époque moderne. Le fameux appel aux Français lancé par Louis XIV en 1709 et lu dans toutes les églises du royaume est un signe. Les Français ont alors de plus en plus conscience de faire partie d'une communauté symbolisée par le Roi.

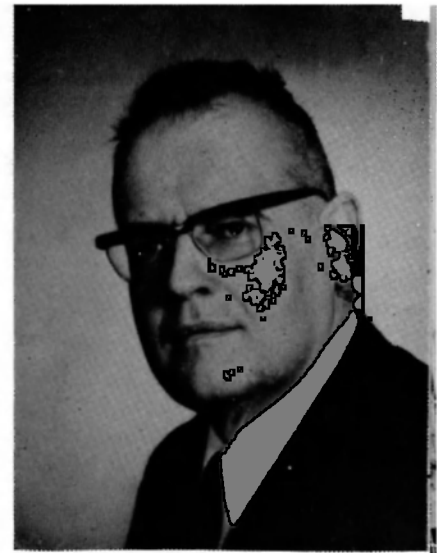
Du même coup, les cercles inter-

médiaires comme la province se trouvent partiellement obliés.

Cette évolution encore une fois n'est pas spécifiquement française. Elle concerne tout le versant atlantique de l'Europe : France, Angleterre, Pays-Bas, vallée du Rhin, nord de l'Italie, Prusse. Tantôt, elle est moins avancée comme en Prusse malgré le prodigieux rattrapage effectué, par celle-ci au XVIII^e siècle. Tantôt elle est particulièrement prononcée : c'est le cas de l'Angleterre. L'Angleterre qui fascine les Français au XVIII^e siècle cependant que la France est redoutée et jalouée par les Anglais à cause de sa population abondante et de sa richesse.

Le rattrapage et les transformations effectuées sous l'impulsion de la Monarchie au XVII^e et XVIII^e siècles permettraient d'augurer que la France sans secousses violentes ne tarderait pas à rejoindre l'Angleterre. Or cela n'a pas été, et l'évolution a fait place, d'abord à un blocage certain au niveau des institutions, et aux convulsions et au gâchis de l'époque révolutionnaire et impériale. Car, même si je pense que l'on ne peut plus « gommer » la Révolution de notre histoire, il n'en reste pas moins qu'elle s'est traduite par beaucoup de démesure et par une perte de vitalité pour la France et l'Europe. Je ne me réjouis certes pas des trois ou quatre mille Oradour-sur-Glane perpétrés en Espagne par l'armée napoléonienne. Il nous faudra donc voir dans la suite de cet entretien pourquoi et comment la Monarchie a cessé d'être à la fin du XVIII^e siècle une force de progrès pour constituer un frein.

Propos recueillis par
Gérard LECLERC



les mercredis de la naf

Après l'intermède des vacances, les MERCREDIS DE LA N.A.F. reprennent normalement. Nous vous rappelons que les MERCREDIS ont lieu dans nos locaux — 17, rue des Petits-Champs, 1^{er} ; métro Palais Royal ou Bourse ; 4^e étage.

A partir de 19 heures : discussion libre et amicale autour d'un buffet ; la conférence, le débat ou le spectacle vidéo commencent à 20 h 30 précises.

- 3 novembre : Débat « Où va la V^e République ? »
- 10 novembre : pas de réunion
- 17 novembre : conférence « le retour du politique »

images

les hommes du président



Il faut savoir qu'on restera sur sa faim si l'on s'attend à trouver dans « Les Hommes du Président » l'analyse des institutions américaines, et à plus forte raison la réflexion politique originale qu'aurait pu susciter le « Watergate », événement capital de l'histoire du Pentagone de ces dernières années. C'est tout juste si le film nous aidera à la compréhension de ce fait historique, tant il est exposé d'une manière compliquée ; au point qu'il faut se demander s'il ne s'agit pas là d'une intention délibérée du cinéaste.

Car « Les hommes du Président » c'est, accessoirement celle du « Watergate » et avant tout celle de deux hommes, journalistes débutants, et du déroulement d'une enquête qui, de la découverte d'un fait divers obscur, aboutira à un événement historique sans précédent : la destitution d'un président des Etats-Unis.

Ces deux hommes existent, ils s'appellent **Carl Bernstein** et **Bob Woodward**, et si le film frappe par son authenticité et par la crédibilité des personnages — remarquablement interprétés par **Dustin Hoffman** et **Robert Redford** —, c'est que les deux journalistes ont participé du début à la fin, à la réalisation du film, de même que **Ben Bradlee**, le vrai rédacteur en chef du « Washington Post ».

On entend souvent faire à ce film le reproche de présenter le déroulement de l'intrigue d'une manière confuse, brouillonne, à travers laquelle il est bien difficile de se retrouver et de comprendre l'enchaînement de l'événement ; mais si l'on comprend que Pakula s'attache principalement à nous montrer une **enquête journalistique** et non à nous narrer Watergate, on cessera de s'évertuer à déchiffrer l'incompréhensible pour suivre le film même de l'enquête qui, malgré son apparente incohérence, va aboutir à la découverte et à la compréhension de l'événement.

Car une enquête journalistique, c'est bel et bien cette profusion successive d'éléments épars, sans lien apparent, qui à l'aide de la réflexion, de l'intuition — du hasard, aussi — vont trouver leur logique et révéler le sens d'un événement. Pakula le montre d'ailleurs très bien, à l'aide de gros plans sur les notes prises ça et là par les deux journalistes, à travers les coups de téléphone incessants et parfois sans rapport, les confidences souvent hermétiques des personnes interviewées, mêlées de près ou de loin au scandale qui vient lentement à jour.

Autour de l'enquête elle-même et de son long cheminement, c'est la situation même du journaliste

que montre très bien le film. Ainsi sont présentées la réticence et l'exigence du rédacteur en chef, qui n'engagera son journal dans la bataille que lorsque le fait sera absolument vérifié, le souci permanent de la concurrence des autres quotidiens et la nécessité d'être le plus rapide tout en étant le plus sûr de ses informations ; la nature enfin du rapport entre le reporter et ses informateurs, ce rapport est un rapport d'efficacité, qui fait de l'interviewé une source d'information, balayant par là tout souci de ménager la sensibilité des individus.

Et c'est bien là la critique à formuler à l'encontre de ce film, pourtant parfait quant à la description d'un travail aussi particulier et difficile que celui des journalistes de la presse quotidienne : il fait complètement abstraction de la sensibilité des deux personnages, dont on ne connaît jamais ni les sentiments, ni la réflexion personnelle sur cet événement politique — de taille ! — qu'ils découvrent.

Le journalisme américain, entièrement tendu vers la découverte du fait, aurait-il par hasard tendance à étouffer, sous le seul souci d'objectivité, une réflexion critique minimum ?

Bénédicte HELIEZ.

la mauvaise humeur

valéry ou la manière creuse

Le franc fout le camp, la majorité éolote, le chômage s'aggrave, la natalité dégringole, le pays se fractionne en catégories socio-professionnelles murées dans leurs égoïsmes respectifs, les capitaux américains accroissent leur emprise sur l'industrie nationale. Bref, tout va pour le mieux dans une France paisible et prospère et il n'y a pas besoin de tenir la barre fermement par ces beaux temps de mer calme.

M. Giscard a donc décidé, cet été, entre deux safaris et deux premiers ministres, de faire oraison. Il a consacré plusieurs semaines à rédiger son petit livre bleu pour l'édification des Français. Sous la III^e République, quand on décidait de ne rien faire, on nommait une commission. Sous la République giscardienne, lorsque le chef de l'Etat n'a pas l'envie, ni la capacité de gouverner, il fait de la littérature et jongle avec les mots à défaut de savoir agir sur les événements.

Cette désinvolture sans exemple dans l'histoire contemporaine (ni de Gaulle, ni Pompidou n'ont écrit leurs Mémoires lorsqu'ils étaient au pouvoir) nous vaut de surcroît un des livres les plus médiocres de l'année.

« Démocratie française » est un catalogue de lieux communs et de jugements superficiels combiné à une série de recettes de gouvernement dérisoires.

Catalogue de lieux communs ? M. Giscard raboute une série de slogans empruntés à Toffler et autres J.J.S.S. sur le caractère merveilleux des transformations intervenues au milieu du XX^e siècle : urbanisation, progrès de la productivité, croissance. Mais les « plaidoyers pour l'avenir » c'est-à-dire pour la prolongation exponentielle des courbes de croissance des années 1950, sont quelques peu mis à mal par la crise spirituelle, psychologique et économique que traverse l'Occident.

Giscard ajoute donc une giclée d'écologie et de vitupérations contre l'urbanisme concentrationnaire.

Série de jugements superficiels ? Le mini-président constate, sans jamais expliquer. Cela nous vaut des énormités du style : la natalité regresse partout en Occident mais « la cause de ce phénomène, d'une singulière simultanéité, reste encore scientifiquement inexpliquée malgré les recherches en cours ». Ce brillant énarque au jugement et à la culture profondé-

ment affinés par la pratique assidue des thés mondains, n'a apparemment jamais eu à l'idée que « ce phénomène » était de nature non pas scientifique, mais métaphysique : une société déracinée, coupée de sa tradition, est aussi une société qui refuse l'avenir, donc la vie. Cette remarquable ignorance crasse amène aussi l'hôte de l'Elysée à des raccourcis historiques saisissants de fausseté : on peut lire ainsi que la bourgeoisie a constitué un élément décisif dans la réduction des inégalités, car le libéralisme est un stimulant à la volonté de puissance de chaque individu !!! De même, M. Giscard écrit sans rire que la création de l'Ecole Nationale d'Administration a provoqué une démocratisation décisive de la haute fonction publique et que l'accroissement de la dose de scolarisation permettra d'assurer l'égalité des chances. En fait, notre essayiste amateur confond visiblement l'uniformisation des styles de vie et des cultures, — source de compétition féroce entre classes et castes pour l'obtention d'un supplément de biens matériels et de services — avec l'instauration d'une société égalitaire.

Ajoutons que la faiblesse de la pensée se traduit par le caractère pâteux du style qui n'est pas sans rappeler le puissant souffle lyrique des rapports de gendarmerie, martiné d'un galimatias pseudo-sociologique. Ainsi l'on apprend que « le tissu de la proximité humaine » s'est déchiré. On lit également que le marxisme est « une sorte de mystificateur » là où les exigences les plus élémentaires du vocabulaire imposeraient le terme de « mystification ».

Série de recettes à la petite semaine ? M. Giscard annonce, comme une réforme décisive, la création d'un groupe de réflexion sur la violence ou sur les pouvoirs locaux ! Croyance pathologique à la vertu du verbe qui supplée les carences de l'action.

Ce joueur de bonneteau a sans doute cru pouvoir masquer l'effritement de sa majorité par un succès d'édition assuré automatiquement par la fonction qu'il occupe à l'Elysée. Il confond visiblement des lauriers de cabotin avec un succès, ne disons même pas d'homme d'Etat, mais de politicien. Le dernier sondage d'opinion en fait foi.

A.F.

la n.a.f. en mouvement

sessions

BRETAGNE. — Session les 6 et 7 novembre dans notre maison de la rue des Aubiers près de Ploermel, ouverte à tous nos lecteurs téléphonant à Jean-Paul Bourdeau et sympathisants. S'inscrire en (99) 36.59.40.

ALPES-MARITIMES et VAR. — Session le dimanche 7 novembre, de 10 h. à 18 h., ouverte à tous nos lecteurs et sympathisants. La session aura lieu à l'hôtel Tananarive, route de Nice à Antibes. Renseignements pratiques et inscriptions auprès du responsable local ou en téléphonant au journal (742.21.93).

PAYS DE LOIRE. — Une session aura lieu les 4 et 5 décembre prochains. Les abonnés, adhérents ou simples sympathisants de la N.A.F. sont invités à réserver ces dates pour pouvoir participer à cette session. Pour tous renseignements, prises de contact, etc..., écrire à M. Nicolas Lucas, 2, square Dumont-d'Urville, La Rose-raie, 49000 Angers.

région parisienne

Session du 11 novembre. — Une session ouverte à tous nos adhérents, lecteurs ou simples sympathisants aura lieu le jeudi 11 novembre, de 10 h. à 18 h., dans les locaux du journal.

Section du 15. — Reprise des permanences hebdomadaires, le vendredi 29 octobre, à 21 h., au café des Sports, 25, rue Alain-Chartier, métro Convention (salle en sous-sol).

1re étape réussie :

il faut continuer !

Il y a six semaines, nous avons lancé un appel à tous nos militants, lecteurs ou sympathisants afin qu'ils nous aident à couvrir le risque financier couru par notre mouvement dans l'opération « N.A.F. en kiosques ».

Diffusé jusque là par abonnement et par la vente militante, notre journal souffrait de ces méthodes artisanales, et ne pouvait toucher un public suffisamment large pour nous assurer une progression normale. Mettre la N.A.F. en vente dans les kiosques parisiens — Paris n'étant, pour nous, qu'une première étape — risquait de grever notre budget d'une dépense supplémentaire de 6 millions d'anciens francs si les ventes n'étaient pas satisfaisantes. Notre budget actuel ne nous permettait pas de prendre un tel risque. Mais, en revanche, nous avions estimé que le pari était jouable si nos lecteurs nous assuraient par leur souscription, la moitié de cette somme soit 3 millions d'anciens francs.

C'est aujourd'hui chose presque faite puisque la souscription frôle les 2 700 000 anciens francs. Nous avons pris la décision, sans plus attendre, de lancer l'opération dès aujourd'hui. **Pour la première depuis sa création, la N.A.F. est aujourd'hui en vente dans 800 points de vente de la région parisienne.**

Nous venons donc de franchir une étape capitale pour le développement de notre mouvement.

Pour le succès de cette opération, nous demandons aujourd'hui un effort exceptionnel à tous les nafistes :

1) En continuant à verser massivement à notre souscription qui n'a pas atteint totalement l'objectif fixé et nous met, de ce fait, dans une situation financière critique.

2) En participant, dans la région parisienne, à l'effort important de propagande qui est entrepris dès aujourd'hui pour assurer le succès de nos ventes. Prenez contact par téléphone au journal (742-21-93).

3) En faisant connaître notre journal autour de vous, en particulier par la diffusion de numéros invendus des semaines passées. C'est un excellent moyen de promotion (expédier le journal sous bande affranchie à 0,30 F). Ces journaux vous seront expédiés gratuitement sur simple demande. Nous vous prions juste de joindre le prix du port avec votre commande, soit 3 F pour 20 exemplaires.

Nous sommes certains que tous nos lecteurs seront conscients de l'enjeu de l'opération dont la première étape vient d'être réussie. Mais ce n'est qu'une première étape qui serait vaine si vous relâchiez votre effort.

Alors aidez-nous !

Yvan AUMONT.

souscription 3e liste

B. Heliez 50 F - H. Charpentier 20 F - Une fidèle Loire-Atlantique 300 F - J. Macé 100 F - J.-J. Bimont 60 F - J. Cornu 100 F - Anonyme Strasbourg 14 F - J.-J. Vondrus Reissner 100 F - P. Beauvais 100 F - J.-Y. Harand 20 F - M. de Preux 100 F - Anonyme Val-de-Marne 20 F - Un vieux retraité 100 F - Royaliste de toujours 100 F - M. Massin 15 F - Ch. Maret 10 F - Ch. Simonnet 200 F - Prof. Flour 100 F - Anonyme Essonne 20 F - M. Giraud 130 F - F. Mirc 100 F - J. Huguenin Richard 50 F - L. de Bentzmann 10 F - La Saussaye 100 F - J.-C. Suchel 30 F - J.-M. Lack 50 F - J.-P. Chauvire 200 F - J.-M. Bonifay 100 F - J.-M. Roussignol 27 F - Anonyme Aveyron 50 F - Col. Delay 250 F - Mlle I. Legrip 60 F - J.-P. Patin 30 F - J.-L. Bouton 40 F - A. Mercier 100 F - J. Ebstein 200 F - J.-F. Tritschler 100 F - Anonyme Gers 40 F - Ph. Vergne 80 F - J.-M. Guéméné 30 F - Mme Gorliez 200 F - J.-L. Chatelet 80 F - L. de Ravel 300 F - Mme Dutac 50 F - S.-B. Lachat 10 F - M. Desaubliaux 20 F - Mme J. Renouvin 350 F - R. Mucadel 50 F - Anonyme 13^e 50 F - Anonyme Vendée 20 F - Y. Goaziou 50 F - Ph. Vimeux 200 F - Anonyme Tarascon 50 F - Ph. Huchant 50 F - Rouen 30 F - Mlle M. Giraud 200 F - J. Giraud 300 F - J.-L. Liez 15 F - Anonyme Bouches-du-Rhône 20 F - J. Pidancet 10 F - D. Matton 155 F - L. Maine 100 F - P. Le Cohu 51 F - C.-H. Varaut 30 F - P. Arvis 200 F - E. Desbordes 20 F.

Total de cette liste : 5 917 F.
Total précédent : 21 000,50 F.
Total général : 26 917,50 F.

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (25 F), 6 mois (45 F), un an (80 F), de soutien (150 F (*))

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Z Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS

naf 234 - page 11

éditorial



par
bertrand
renouvin

l'usure du pouvoir

Il faut plaindre M. Barre. Bon professeur d'économie, technicien averti ayant l'étoffe d'un grand homme d'Etat, il ne méritait pas d'être ainsi sacrifié dans les combats de retardement d'une équipe en déroute.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Quand, en août dernier, le Président de la République présentait son Premier Ministre comme « le plus grand économiste français », il entendait faire oublier sa compétence personnelle — qui devenait gênante après tant d'échecs — et dégager sa responsabilité de tout ce qui pourrait advenir de fâcheux.

La manœuvre manquait d'élégance mais elle aurait pu être efficace si M. Barre avait pu disposer des armes nécessaires au succès de sa mission. Mais le Premier Ministre a lui-même laissé entendre qu'on ne lui avait pas donné tous les moyens nécessaires à la lutte contre l'inflation. Et son plan, trop classique, trop modeste, épargnant trop les privilégiés de l'argent, présentait le double inconvénient de l'inefficacité et de l'impopularité : à la grève générale du 7 octobre, s'ajoutent celle des

détaillants en fruits et légumes et les manifestations, combien significatives, des policiers. La révolte couve, le scepticisme augmente, la Bourse chute, le franc baisse, les capitaux fuient.

Et le gouvernement s'époumone, tandis que certains représentants de la majorité, tenant la catastrophe pour certaine, préfèrent envisager dès maintenant l'après-giscardisme. Ce ne sont pas les colères du pauvre M. Barre qui changeront quelque chose au climat : comment ne pas éprouver un malaise quand on voit le Premier Ministre se contredire publiquement, dénonçant les partisans de l'impôt sur le capital après avoir envisagé de le mettre en pratique. On se croirait revenu trois ans en arrière, lorsque, à la fin de la présidence de Georges Pompidou, les ministres disaient tout et le contraire de tout. Mais il n'y a pas, derrière l'incohérence actuelle, la tragédie d'un homme rongé par la maladie.

PLATITUDES

C'est, au contraire, un Président bien portant et disert qui a longuement occupé les écrans de télévision pour assurer la publicité de son livre. Je ne reviendrai pas sur ce recueil d'élégantes platitudes, qui mérite la critique impitoyable publiée dans ce numéro. Mais il faut souligner combien la campagne de promotion de « Démocratie française » révèle les faiblesses de son auteur.

— Comment croire à la dignité de la fonction présidentielle quand on voit M. Giscard d'Estaing papillonner devant les caméras comme l'auteur d'un roman à succès ? Car personne ne fait semblant de croire la distinction faite entre « l'écrivain » et le « Président ». Pas même l'heureux auteur, qui mène sa campagne comme un écrivain mais qui parle en Président.

— Comment croire à la compétence du chef de l'Etat quand les journalistes relèvent, après chaque émission, les facilités et les à-peu-près présidentiels ? Ainsi la « réfutation » du rapport de l'OCDE sur les inégalités, qui montrait que le Président ne connaissait pas le dossier, ou cette théorie sociologique sur le « groupe du centre » qui reposait sur un sondage techniquement nul. Ainsi perce, sous le brillant des interventions, la désinvolture giscardienne.

— Comment prendre au sérieux les déclarations élyséennes sur l'unité nationale quand M. Giscard d'Estaing s'acharne contre l'opposition, essayant de lui faire porter la responsabilité qui est la sienne en l'accusant de vouloir « désorganiser l'économie française ». Le Président de la République se comporte une fois de plus en chef de parti, en représentant d'une caste sociale : celle des privilégiés de la société, des riches qui entretiennent l'inflation, des spéculateurs qui sont responsables de la fuite des capitaux. Pure expression de la caste des possédants, M. Giscard d'Estaing ne peut parler le langage de l'unité et de la solidarité.

— Dès lors, comment oublier que le Président de la République est l' élu des uns contre les autres, avec une si faible marge qu'il doit recommencer sans cesse sa campagne électorale — éternel candidat en quête d'une approbation toujours défaillante.

— Enfin, comment ne pas prendre pour un velléitaire cet homme qui dit au lieu de faire, reportant d'une année sur l'autre un programme réduit à un catalogue de bonnes intentions, rêvant sa mission au lieu d'assumer sa fonction ?

INCONSCIENCE

Crise économique, débâcle financière, décomposition politique : le pouvoir giscardien court à sa perte, avec une totale inconscience. Disposera-t-il au moins d'une souplesse suffisante pour assurer, après la victoire de la gauche, une relève sans drame par la sociale-démocratie ? M. Giscard d'Estaing dit le souhaiter et se fait fort d'y présider, en réalisant son fameux « gouvernement au centre ». Encore faudrait-il que le Président de la République apparaisse comme un arbitre véritable, s'élevant au-dessus des querelles de partis et exprimant l'intérêt de la nation tout entière par-delà les oppositions de classes et d'intérêts.

Nous savons que ce n'est pas le cas puisque M. Giscard d'Estaing, inventeur de nouveaux privilèges lorsqu'il était Ministre des Finances, exprime jusqu'à la caricature la bourgeoisie d'argent. Il n'est donc pas qualifié pour jouer un rôle d'arbitre. Et il lui faut se préparer à l'éventualité d'une soumission à un gouvernement de gauche, ou à une démission qui plongerait la France dans une nouvelle crise politique.

Longtemps négligée, c'est donc la question du pouvoir qui est de nouveau posée. D'abord sur le plan technique puisque la Constitution recèle des pièges qui peuvent détruire le régime. Mais surtout sur le plan politique : un pouvoir peut-il permettre l'alternance des équipes politiques sans remettre en cause sa stabilité ; est-il concevable que l'Etat fasse accomplir à la société les mutations nécessaires, ce qui suppose la continuité dans le projet et l'indépendance par rapport aux groupes économique et sociaux ?

QUEL POUVOIR ?

Là est le problème fondamental, par-delà les querelles sur les stratégies et les programmes. Or, il est clair qu'aucune des grandes formations politiques n'est en mesure d'y apporter une solution. De droite ou de gauche, chaque parti est trop lié à une classe, à une clientèle, à tel groupe d'intérêt, interdisant ainsi à son candidat — quel que soit son talent et son dévouement — d'être l'arbitre qu'exige la conduite de l'Etat : ce sera toujours le pouvoir d'une classe sur une autre, d'une moitié de la France sur une autre, de tel type d'intérêt sur tel autre.

Cela ne signifie pas que les familles politiques soient à détruire : elles représentent la diversité sociale et intellectuelle de la France. Mais il faut que le pouvoir n'en dépende pas, afin d'incarner la nation tout entière.

La monarchie permet cette indépendance du pouvoir, sans laquelle il n'est pas de justice et de liberté véritables, sans laquelle aucune révolution n'est concevable.

Royalistes et révolutionnaires ? Le paradoxe est dans l'apparence des mots. Non à la racine des choses.

Bertrand RENOUVIN.